

La DDC et les ONG suisses: un enjeu politique?

DÉBATS

Les organisations non gouvernementales (ONG) suisses jouissent d'une grande estime auprès de notre population. La crise du coronavirus l'a une fois de plus souligné: en 2020, beaucoup d'ONG ont enregistré un nombre record de dons. Leurs engagements enflamment les cœurs des Suisses-esses et donnent l'occasion d'aller plus au fond des choses. Nous en sommes ravis car le travail des ONG est important, en particulier pour la réalisation des objectifs de développement durable, pilier essentiel de la coopération internationale de la Suisse (CI). En suivant toutes ces discussions, il est important de ne jamais perdre de vue notre objectif commun: contribuer à l'Agenda 2030 pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la DDC mise depuis toujours sur le partenariat avec les ONG suisses. Celles-ci disposent d'une longue expérience, en particulier dans les pays partenaires: elles sont familiarisées avec la situation et les besoins des populations sur place et collaborent avec des acteurs locaux depuis de nombreuses années. Elles possèdent en outre une solide expertise et jouissent d'une grande crédibilité aux niveaux national et international. A l'étranger, elles donnent ainsi un visage à la Suisse, et elles montrent le visage des bénéficiaires et leur donnent une voix en Suisse. Grâce à elles, l'action de la coopération au développement a un impact dans les pays partenaires et elle est visible chez nous.

Informers la population suisse sur des thèmes importants de la coopération au développement a toujours fait partie du travail des ONG. Elles mettent sur la



PATRICIA DANZI
DIRECTRICE DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA COOPÉRATION (DDC)

table des sujets controversés et peuvent éclairer différemment certains problèmes, précisément parce qu'elles ont un statut non gouvernemental. L'épisode de l'automne dernier a montré que ce travail d'information peut devenir un enjeu politique: dans le cadre de l'initiative pour des multinationales responsables, une erreur a été commise et des subsides de la Confédération ont été engagés à des fins de lobbying politique. Or, cela est interdit. L'erreur a été rapidement détectée et les fonds ont été immédiatement remboursés. Cet épisode a laissé la voie ouverte à une politisation du travail mené avec les ONG dans le domaine de la coopération internationale et a entaché ce travail. Cela est regrettable.

Quel est l'objet du débat actuel? Dans le cadre de sa nouvelle procédure d'attribution de contributions de programmes, la DDC a décidé que le travail d'information et de sensibilisation accompli en Suisse ne pouvait plus être financé à travers le budget de la DDC, principalement dans un souci de clarté. Les ONG peuvent toujours mener des campagnes d'information en Suisse, mais celles-ci ne seront plus financées

par la Confédération. Une précision a son importance ici: il n'est pas prévu de coupes dans les subventions, bien au contraire! Ces dernières ont été augmentées et atteignent 270 millions de francs pour la période 2021-2022. Concrètement, les ONG peuvent solliciter des subventions auprès de la DDC via le dispositif des contributions de programme pour financer leurs activités de projet internationales. Les fonds reçus sont destinés au travail dans les pays partenaires. Les ONG décident librement de la façon dont elles disposent du reste de leur budget et des champs thématiques dans lesquels elles interviennent. Cela n'exclut pas leurs activités d'information et de sensibilisation en Suisse. En tant qu'organisations non étatiques, les ONG se doivent d'être indépendantes de l'Etat, y compris financièrement. Conscientes du dilemme qui se pose, quelques ONG éminentes ont déjà renoncé depuis plusieurs années à utiliser les contributions de programmes de la DDC pour financer leur travail d'information en Suisse.

La participation aux débats de politique intérieure est une caractéristique des ONG suisses. Ces dernières mettent au jour les sujets utiles au débat dans le cadre de la coopération internationale. Il y a pour cela des règles de jeu communes. L'attribution des contributions doit rendre ces règles transparentes et apporter de la clarté – pour la DDC en tant que bailleur de fonds, pour les ONG en tant que bénéficiaires, pour le parlement et pour la population suisse. Nous pouvons ainsi garantir ensemble que notre argent va à ce qui nous tient à cœur, à savoir les populations dans le besoin. ■

La fuite en avant de Recep Tayyip Erdogan

DÉBATS

Recep Tayyip Erdogan est un président inquiet. Il a perdu son ami Donald Trump, avec lequel il s'entendait comme larron en foire en dépit de quelques escarmouches viriles. Son successeur, Joe Biden, met d'ores et déjà la Turquie sous pression au sujet du déploiement de missiles antiaériens achetés à la Russie, et incompatible avec son appartenance à l'OTAN. La justice américaine n'en a pas fini avec l'entourage d'Erdogan compromis dans le contournement des sanctions contre l'Iran. A tort ou à raison, le PKK, que Trump avait lâché en Syrie, se frotte les mains.

Confronté à ces difficultés qu'il s'est lui-même créées, fidèle à ses habitudes de gros bras du quartier populaire de Kasimpasa, Erdogan choisit la provocation et la fuite en avant. Les étudiants de l'Université du Bosphore, la plus prestigieuse du pays, protestent-ils contre la nomination d'un nouveau recteur, sans aucune qualification autre que celle de son inféodation au gouvernement? Sont-ils suivis par un nombre croissant de leurs condisciples d'autres universités? Qu'à cela ne tienne. Erdogan s'en prend nommément à la professeure émérite et très respectée Ayse Bugra, le 5 février, le jour même où son mari Osman Kavala, détenu de manière arbitraire depuis 2017, en dépit d'un premier acquittement et des admonestations de la Cour européenne des droits de l'homme, fait à nouveau face à ses juges désemparés par un dossier vide, de l'aveu même des témoins supposés être à charge, mais qui le renvoient en prison au mépris du droit ture lui-même.

Pourquoi cet acharnement contre «celui que l'on nomme Osman Kavala, représentant de Soros en Turquie» (sic), et maintenant contre son épouse, de la part du président? D'une part, parce



JEAN-FRANÇOIS BAYART
PROFESSEUR À L'IIHED

que la conjonction, en 2013, du reflux des Printemps arabes, et notamment du coup d'Etat du maréchal Sissi contre les Frères musulmans en Egypte, et du vaste mouvement de contestation dit de Gezi, dans l'ensemble de la Turquie, a convaincu Erdogan de l'imminence d'une «révolution de couleur» à son encontre, que manipuleraient des intérêts cachés, à l'interface de la «juiverie internationale», de l'Occident comploteur et des «LGBT dégénérés». La défaite électorale relative de l'AKP aux législatives de 2015 et de 2018, la tentative de coup d'Etat de 2016 ont accru la paranoïa présidentielle.

Erdogan a fait d'Osman Kavala, homme de paix engagé dans le dialogue avec les Kurdes et les Arméniens et dans la défense des «sans voix» comme les enfants des rues, le symbole de cette Turquie «blanche» des *monser* (prononcer «mon cher») qu'il brocarde à longueur de meetings pour faire peuple, et obtenir les suffrages de celui-ci. Or, la perte par l'AKP des principales métropoles lors des municipales de 2019, à commencer par Istanbul, et les sondages scrutant les présidentielles de 2023 montrent que le peuple hésite désormais à lui accorder ses suffrages. La dépréciation de la monnaie, la probabilité d'une crise financière majeure pourraient être le coup de grâce électoral pour Erdogan dont l'électorat a toujours été motivé par la stabilité économique, plutôt que par des préoccupations religieuses.

D'autre part, il est plus aisé de jeter une personnalité en prison que de l'en sortir. Depuis maintenant près de quatre ans, Osman Kavala fait front à ses «juges» avec calme et dignité. Il démontre l'inanité des accusations portées contre lui et prend progressivement une stature qu'il n'a jamais cherché à acquérir, étant d'un caractère modeste, presque timide, et dénué de toute ambition politique (son champ d'action est la culture). Lors de son arrestation, j'avais écrit qu'Erdogan avait trouvé son Sakharov. Je ne croyais pas si bien dire. Que faire d'un Osman Kavala en liberté? Pour conjurer ce spectre, la tentation est grande d'embastiller maintenant son épouse, bien que celle-ci n'ait d'autre activité que la poursuite de ses recherches et l'assistance apportée à son mari, en dehors de toute campagne publique.

Cela serait du plus mauvais effet en Europe, dont Erdogan cherche désormais à se rapprocher pour compenser la perte de Donald Trump. Emmanuel Macron n'avait-il pas personnellement plaidé la cause d'Osman Kavala en janvier 2018? Mais avec le succès que l'on sait. Et, à un moment où le gouvernement grec met lui-même au pas les universités, en suivant l'exemple de ses homologues hongrois et polonais, et où les autorités françaises s'attaquent à leur tour aux libertés académiques, sur le plan tant législatif qu'idéologique, la prise de risque peut sembler limitée à l'enfant de Kasimpasa. Robert Spano, président de la CEDH, n'a-t-il pas accepté un doctorat honoris causa de l'Université d'Istanbul en septembre, sans un mot pour les 6000 universitaires turcs limogés depuis 2016?

A nous de rappeler que la cause de la liberté est une, sur les rives du Bosphore comme sur celles du Danube, de la Vistule et de la Seine, ou au pied du Parthénon. Europe, ton Université est en danger. ■

Gouvernance mondiale: quel bilan?

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
mh.miauton@bluewin.ch

«Une meilleure gouvernance mondiale aurait permis de mieux organiser la lutte et de fédérer plus efficacement les mesures sanitaires», entend-on dire. Est-ce bien sûr? Car l'Organisation mondiale de la santé (OMS) existe bel et bien, qui aurait dû jouer ce rôle. Or, qu'a-t-elle fait mis à part un travail de liaison, de documentation et de recommandation, dont l'utilité est toute relative à une époque où les centres de recherches, les hautes écoles, les hôpitaux et les Etats sont en communication permanente? Ainsi, dès le début de la crise, c'est l'Université Johns Hopkins de Baltimore qui a servi de boussole planétaire durant la pandémie en consolidant les statistiques mondiales et en étudiant finement leurs implications, pas l'OMS!

En janvier 2021, les observateurs de l'OMS à Wuhan, qui visaient à mieux cerner les origines du virus, se sont laissés promener par les Chinois comme des toutous. Sans surprise, cette inspection n'a apporté aucune certitude ni levée de doutes. Il faut dire qu'en 2020, la Chine avait volé au secours de l'OMS lorsque les USA avaient décidé de lui couper momentanément les vivres pour l'obliger à se réformer: 20 millions en mars et 30 millions en avril... Assez pour s'acheter quelques sympathies, ce qui lui fut publiquement reproché!

Aujourd'hui, trois ordres mondiaux coexistent: l'ONU et ses nombreux satellites, la grande économie avec les GAFA, et les ONG dont certaines sont fort puissantes. Mais il ne s'agit pas là de pouvoirs et de contre-pouvoirs, car toutes ces sphères vivent en étroite imbrication. Alors que le multilatéralisme originel émanait des Etats souverains, ce qui lui permettait de baser sa légitimité sur la leur, l'arrivée de milieux extérieurs vient troubler un jeu autrement plus complexe et moins licite. Par exemple, la Fondation Bill et Melinda Gates finance à hauteur de 25% les structures de l'ONU liées à la santé (OMS, GAVI, etc.). Même en considérant que ce milliardaire n'a que des intentions altruistes, il est raisonnable de penser que ses opinions influencent désormais les institutions qu'il subventionne. Or, les citoyens de la planète n'ont que faire des convictions de Bill et Melinda, seules celles des Etats membres ayant valeur démocratique.

Hors ces questions de légitimité, on peut s'interroger sur l'utilité concrète des actions onusiennes, dont le bilan est maigre. Ainsi, l'ONU n'a pas empêché l'invasion de l'Irak ni l'annexion de la Crimée, tout comme la SDN n'a pas su empêcher la Deuxième Guerre mondiale. L'Unesco n'a rien pu faire pour sauver Palmyre. En septembre 2015, le monde interloqué a vu l'Arabie saoudite accéder à la direction du panel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU! A l'OMC, la nouvelle directrice aura fort à faire pour redorer le blason terni de l'institution. On pourrait multiplier les exemples... Les grands-messes multilatérales, dont le Forum de Davos fait intégralement partie, se déroulent sous haute surveillance policière et antiterroriste, mais n'aboutissent qu'à des communiqués d'une rare vacuité ou à des accords que tous signent, mais que nul ne met en place ni ne respecte.

Tous ces constats n'empêchent pas les esprits mondialisés de manifester un désir accru de gouvernance globale. Or rien n'est plus facile à instrumentaliser qu'une structure unique et la concentration du pouvoir n'est pas une bonne chose en soi, ce pour quoi on condamne les monopoles en économie. Prétendre que la pollution ou les pandémies n'ont pas de frontières ne signifie pas pour autant que les solutions planétaires sont plus efficaces que la décentralisation, la concurrence, et la créativité qui en résulte. En revanche, la remontée des prérogatives et l'armada de fonctionnaires onusiens hors sol nuisent toujours plus aux nombreux avantages de la proximité: le contrôle citoyen, la capillarité démocratique, et la confiance qui en découle. Mais il faut croire que la volonté des peuples n'est pas la priorité des adeptes de la gouvernance mondiale! ■

SUR LES BLOGS

ONG: charité bien ordonnée commence par soi-même?

«Salaire annuel de Kenneth Roth, directeur de Human Rights Watch: 610 000 dollars. Salaire annuel du directeur de la YMCA américaine: 786 000 dollars (...). Si ces niveaux de rémunération peuvent à première vue donner le vertige, elles ne sont que le reflet d'une évolution sociétale, écrit l'ancien directeur du HCR Alexandre Casella sur son blog. Un billet décapant à lire sur le site du *Temps*.

www.letemps.ch/blogs